

# [Le « dernier » Propos]

---

22 janvier 1946 - NAF 17734

Je veux écrire un *Propos* à mon ancienne mode, sur le cas de Gaulle. Personne ne pense à ceci, que, fort imprudemment on a élevé ce général à deux postes bien distincts. D'un côté, ayant l'unanimité, il se trouve chef de l'Etat ; il n'a pas dit s'il donnait sa démission de cet emploi ; il me semble que cela n'irait pas tout seul, et que le chef de l'Etat ne peut être renversé par un vote de la Chambre.

En fait, de Gaulle est président du Conseil ; il peut démissionner s'il juge qu'il n'a pas la confiance de la Chambre. Cette démission doit être distincte de l'autre ; elle est régulière selon la constitution ; mais, plus que jamais pendant l'absence de président du Conseil, l'autorité du chef de l'Etat est nécessaire.

Que peut faire alors la Chambre ? Elle peut et même elle doit décider la question, et n'accepter la démission du président du Conseil que sous la condition de refuser celle du chef de l'Etat. Et puis ? dira-t-on. Et puis le chef de l'Etat exerce sa fonction qui est de désigner un homme d'Etat pour former un ministère. Cela fait, la difficulté est seulement constitutionnelle ; il y a des entretiens, des listes, des acceptations et des refus. Il sera bien facile de maintenir au ministère, par ce moyen très régulier, ceux des ministres actuels qui ont la confiance de la Chambre, comme MM. Pleven, Bidault, Auriol pour ne citer que ceux-là.

Ce qui est surtout à considérer c'est qu'alors il n'y a point de crise grave, et au contraire la solution ne semble pas malaisée. C'est le président du Conseil qui choisit ses collaborateurs. La tâche de gouverner se trouve ainsi partagée entre deux hommes ; rien ne s'arrête, l'existence continue.

On fait des objections à la solution Thorez. Soit. N'oublions pourtant pas qu'il peut plaire aux travaillistes ; aux Russes cela [va] de soi. Mais j'aperçois bien d'autres solutions ; la solution Herriot, la solution Blum, et dans chacune nous voyons agir les plus fameux négociateurs. Une solution valable me semble assurée. Quelle détente dans le pays ! Et chez nos alliés ! Il n'est pas inutile de faire remarquer que, deux pouvoirs notables disparaissant en même temps, tout est en suspens dans les négociations, dans les emprunts, dans les impôts. Il peut être remédié à tout cela par le moyen <sup>4</sup> que j'indique ici ; nous ne renonçons à rien de ce qui fait l'autorité du général de Gaulle. Nous jouons le vrai jeu avec les communistes ; car [s']il s'agit de

les mettre en possession du pouvoir, ils n'y tiendront pas ; pourquoi ? C'est qu'il n'y a point unité de principes dans le communiste. Il suffirait de confier à Thorez le ministère de la guerre ; il ne s'en tirerait pas. Au reste peu importe ; à partir du moment où les négociations normales sont commencées, toutes les affaires continuent. L'orientation de la Chambre se fait d'après les problèmes réels. Les journalistes ont un beau travail à faire. Blum l'a déjà commencé...

Surtout il faut se dire que tout marchera, que la crise sera surmontée et que notre magnifique période ascendante, signalée par de Gaulle dans sa lettre de démission, conservée et même avec une impulsion de plus ; car beaucoup plus de gens ingénieux s'y mettraient : on verrait enfin, j'espère, l'union des SFIO des communistes et des MRP. Comment cela ? C'est leur affaire et ils trouveront une formule démocratique et sociale comme on dit. La crainte s'envole et la confiance revient ; songez que les ravitaillements sont en route, et les cultures aussi. Je m'inspire du génie anglais, qui a vu bien d'autres impossibilités, et qui les a surmontées. Pensons aussi aux relations allemandes, qui, d'une certaine manière, ont assuré l'unité du Reich, comme il n'est que trop évident. Principe fondamental : reconnaître et honorer son semblable, ce qui est le vrai moyen de persuader. Qui dira ? Socrate disait à l'adversaire : c'est toi qui le diras. Voilà la clef des persuasions. Nous ne sommes pas hommes pour disputer, mais pour nous accorder. A toi Herriot ! A toi Blum ! Pour jouer une partie d'échecs il faut être d'accord sur les règles. Convenez que la société a été mise en échec irrégulièrement. Et sortons de là, puisque nous le pouvons.

ALAIN